

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Terrasse-Vaudreuil

Code géographique : 71075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Ginette Roy, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-03-01 Signature _____

Dernière modification : 2011-03-09 15:23:24

Réservé au ministère

5 173 419	(118 814)	1 798 256	1,1367
-----------	-----------	-----------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 Comptable agréé auditeur permis no. 11989

DATE 2011-03-01

Dernière modification : 2011-03-09 15:23:24

Réservé au ministère

5 173 419	(118 814)	1 798 256	1,1367
-----------	-----------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-03-09 15:23:24

Réservé au ministère

5 173 419	(118 814)	1 798 256	1,1367
-----------	-----------	-----------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 700 240	1 854 817	1 849 779			1 849 779
Paiements tenant lieu de taxes	2	13 813	8 100	22 342			22 342
Quotes-parts	3					188 098	
Transferts	4	47 327	39 532	48 563		1 332	49 895
Services rendus	5	61 932	52 100	51 265		271	51 536
Imposition de droits	6	97 044	84 000	76 896			76 896
Amendes et pénalités	7	12 302	10 000	14 790			14 790
Intérêts	8	32 423	30 000	17 116		355	17 471
Autres revenus	9	6 610	2 225	24 021		3 868	27 889
	10	1 971 691	2 080 774	2 104 772		193 924	2 110 598
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	469 910					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	469 910					
	18	2 441 601	2 080 774	2 104 772		193 924	2 110 598
Charges							
Administration générale	19	436 402	422 373	477 644	6 102	14 300	498 046
Sécurité publique	20	275 781	312 601	327 803	23 829		351 632
Transport	21	358 733	320 769	301 997	39 782		341 779
Hygiène du milieu	22	590 365	663 201	624 110	121 918	116 263	674 193
Santé et bien-être	23	23 074	16 532	10 902			10 902
Aménagement, urbanisme et développement	24	111 806	76 627	92 306			92 306
Loisirs et culture	25	172 249	176 752	192 969	25 013		217 982
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	17 468	15 568	14 378		28 194	42 572
Amortissement des immobilisations	28	218 043		216 644	(216 644)		
	29	2 203 921	2 004 423	2 258 753		158 757	2 229 412
Excédent (déficit) de l'exercice	30	237 680	76 351	(153 981)		35 167	(118 814)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	237 680	76 351	(153 981)	35 167	(118 814)
Moins: revenus d'investissement	2	(469 910)	()	()	()	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(232 230)	76 351	(153 981)	35 167	(118 814)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	218 043		216 644	36 315	252 959
Produit de cession	5			17 803		17 803
(Gain) perte sur cession	6			(10 442)		(10 442)
Réduction de valeur	7					
	8	218 043		224 005	36 315	260 320
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12	30 900				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	30 900				
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				15 025	15 025
Remboursement de la dette à long terme	17	(45 678)	(74 441)	(47 528)	(36 828)	(84 356)
	18	(45 678)	(74 441)	(47 528)	(21 803)	(69 331)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(21 571)	(20 000)	(3 166)	(1 347)	(4 513)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		18 090			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	111 629		73 364	(15 025)	58 339
Montant à pourvoir dans le futur	22	(29)		197	(367)	(170)
Financement des investissements en cours	23					
	24	90 029	(1 910)	70 395	(16 739)	53 656
	25	293 294	(76 351)	246 872	(2 227)	244 645
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	61 064		92 891	32 940	125 831

[∞] 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	469 910						
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Acquisition								
Administration générale	2	(2 593)	(20 000)	(1 264)	()	()	()	(1 264)
Sécurité publique	3	(3 805)	()	(1 902)	()	()	()	(1 902)
Transport	4	(15 173)	()	(20 481)	()	()	()	(20 481)
Hygiène du milieu	5	(603 475)	()	()	(22 169)	()	()	(22 169)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	()	()	()	()	()	()	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()	()
	10	(625 046)	(20 000)	(23 647)	(22 169)	()	()	(45 816)
Propriétés destinées à la revente								
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()	()
Financement								
Financement à long terme des activités d'investissement	13				34 557			34 557
Affectations								
Activités de fonctionnement	14	21 571	20 000	3 166	1 347			4 513
Excédent accumulé								
Excédent de fonctionnement non affecté	15	142 357						
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16			20 481	4 701			25 182
	17	163 928	20 000	23 647	6 048			29 695
	18	(461 118)			18 436			18 436
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	8 792			18 436			18 436

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009	Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	237 680	76 351	(153 981)	35 167	(118 814)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	625 046)	(20 000)	(23 647)	(22 169)	(45 816)
Produit de cession	3			17 803		17 803
Amortissement	4	218 043		216 644	36 315	252 959
(Gain) perte sur cession	5			(10 442)		(10 442)
Réduction de valeur	6					
	7	(407 003)	(20 000)	200 358	14 146	214 504
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	1 283		574	(295)	279
Variation des autres actifs non financiers	10	(2 631)		(50 007)		(50 007)
	11	(1 348)		(49 433)	(295)	(49 728)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(170 671)	56 351	(3 056)	49 018	45 962
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	157 976		(12 695)	(908 894)	(921 589)
Redressement aux exercices antérieurs	14				159 610	159 610
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	157 976		(12 695)	(749 284)	(761 979)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(12 695)		(15 751)	(700 266)	(716 017)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>	
		<u>Administration municipale</u>		<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>	<u>Total consolidé</u>
ACTIFS FINANCIERS							
Encaisse	1	278 155		72 396	69 659	142 055	304 535
Placements temporaires	2						
Débiteurs (note 5)	3	236 139		277 589	38 566	315 409	273 724
Prêts (note 6)	4						
Placements à long terme (note 7)	5						
Participations dans des entreprises municipales	6						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7						
Autres actifs financiers (note 9)	8						
	9	514 294		349 985	108 225	457 464	578 259
PASSIFS							
Découvert bancaire	10						
Emprunts temporaires	11	32 035					38 921
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	210 524		132 108	33 614	164 976	252 695
Revenus reportés (note 11)	13	28 147		24 311		24 311	28 147
Dette à long terme (note 12)	14	256 283		209 317	774 877	984 194	1 180 085
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15						
	16	526 989		365 736	808 491	1 173 481	1 499 848
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(12 695)		(15 751)	(700 266)	(716 017)	(921 589)
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations (note 13)	18	4 816 321		4 615 963	1 168 900	5 784 863	6 369 810
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19						
Stocks de fournitures	20	9 763		9 189	2 187	11 376	11 655
Autres actifs non financiers (note 15)	21	43 190		93 197		93 197	43 190
	22	4 869 274		4 718 349	1 171 087	5 889 436	6 424 655
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	89 208		179 874		179 874	89 208
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	208 030		116 410	44 328	160 738	211 173
Montant à pourvoir dans le futur	25	6		(191)	(1 370)	(1 561)	(1 731)
Financement des investissements en cours	26				2 649	2 649	(15 787)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	4 559 335		4 406 505	425 214	4 831 719	5 220 203
	28	4 856 579		4 702 598	470 821	5 173 419	5 503 066

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	237 680	(153 981)	35 167	(118 814)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	218 043	216 644	36 315	252 959
Autres					
-Redressements	3			(2 079)	(2 079)
-Gain sur cession d'actif	4		(10 442)		(10 442)
	5	455 723	52 221	69 403	121 624
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(38 275)	(41 450)	10 854	(41 685)
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	42 151	(78 416)	(20 392)	(87 719)
Revenus reportés	11	3 006	(3 836)		(3 836)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Propriétés destinées à la revente	13				
Stocks de fournitures	14	1 283	574	(295)	279
Autres actifs non financiers	15	(2 631)	(50 007)		(50 007)
	16	461 257	(120 914)	59 570	(61 344)
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	625 046 ) (	23 647 ) (	22 169 ) (	45 816)
Produit de cession	18		17 803		17 803
	19	(625 046)	(5 844)	(22 169)	(28 013)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21	30 900			
	22	30 900			
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23			49 582	49 582
Remboursement de la dette à long terme	24 (	45 678 ) (	47 528 ) (	36 338 ) (	83 866)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(19 405)	(32 035)	(6 886)	(38 921)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	1 095	562	(480)	82
Autres					
-	27				
-	28				
	29	(63 988)	(79 001)	5 878	(73 123)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(196 877)	(205 759)	43 279	(162 480)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	475 032	278 155	26 380	304 535
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	278 155	72 396	69 659	142 055

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé¹</u>
Rémunération	1	483 680	482 725	501 840	36 281	538 121
Charges sociales	2	99 308	107 465	104 055	8 462	112 517
Biens et services	3	1 012 480	992 094	999 018	49 505	1 048 523
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	15 338	15 568	13 173	26 862	40 035
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6				1 332	1 332
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	2 130		1 205		1 205
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	279 878	324 052	315 561		127 463
Autres	10					
Autres organismes	11	88 640	80 019	73 964		73 964
Amortissement des immobilisations	12	218 043		216 644	36 315	252 959
Autres						
- Dommages et intérêts	13	4 424	2 500	34 044		34 044
- Créances douteuses	14			(751)		(751)
-	15					
	16	2 203 921	2 004 423	2 258 753	158 757	2 229 412

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	1 854 817	1 849 779	1 700 240
Paiements tenant lieu de taxes	2	8 100	22 342	13 813
Quotes-parts	3			
Transferts	4	39 532	49 895	553 738
Services rendus	5	52 100	51 536	63 249
Imposition de droits	6	84 000	76 896	97 044
Amendes et pénalités	7	10 000	14 790	12 302
Intérêts	8	30 000	17 471	33 556
Autres revenus	9	2 225	27 889	(3 627)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	2 080 774	2 110 598	2 470 315
Charges				
Administration générale	12	437 264	498 046	442 714
Sécurité publique	13	312 601	351 632	299 039
Transport	14	320 769	341 779	399 737
Hygiène du milieu	15	608 314	674 193	686 931
Santé et bien-être	16	16 532	10 902	23 074
Aménagement, urbanisme et développement	17	76 627	92 306	111 806
Loisirs et culture	18	176 752	217 982	197 800
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	54 328	42 572	48 517
	21	2 003 187	2 229 412	2 209 618
Excédent (déficit) de l'exercice	22	77 587	(118 814)	260 697
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		5 503 066	5 234 374
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		(210 833)	7 995
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		5 292 233	5 242 369
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		5 173 419	5 503 066

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	77 587	(118 814)	260 697
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	20 000 ) (	45 816 ) (	742 397)
Produit de cession	3		17 803	30 900
Amortissement	4	35 994	252 959	259 417
(Gain) perte sur cession	5		(10 442)	10 237
Réduction de valeur	6			
	7	15 994	214 504	(441 843)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		279	1 564
Variation des autres actifs non financiers	10		(50 007)	(2 631)
	11		(49 728)	(1 067)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	93 581	45 962	(182 213)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(921 589)	(738 579)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		159 610	(797)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(761 979)	(739 376)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(716 017)	(921 589)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	142 055	304 535
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	315 409	273 724
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	457 464	578 259
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		38 921
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	164 976	252 695
Revenus reportés (note 11)	13	24 311	28 147
Dette à long terme (note 12)	14	984 194	1 180 085
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	1 173 481	1 499 848
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(716 017)	(921 589)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	5 784 863	6 369 810
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	11 376	11 655
Autres actifs non financiers (note 15)	21	93 197	43 190
	22	5 889 436	6 424 655
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 173 419	5 503 066
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(118 814)		260 697
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	252 959		259 417
Autres				
- Redressement	3	(2 079)		(797)
- Gain (Perte) sur cession d'imm	4	(10 442)		10 237
	5	121 624		529 554
Variation nette des éléments hors caisse				
Placements temporaires de plus de trois mois	6			
Débiteurs	7	(41 685)		(82 818)
Autres placements à long terme	8			
Autres actifs financiers	9			
Créditeurs et charges à payer	10	(87 719)		51 151
Revenus reportés	11	(3 836)		3 006
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Propriétés destinées à la revente	13			
Stocks de fournitures	14	279		1 564
Autres actifs non financiers	15	(50 007)		(2 631)
	16	(61 344)		499 826
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	17	(45 816)	(	742 397)
Produit de cession	18	17 803		30 900
	19	(28 013)		(711 497)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	20	()	(
Remboursement ou cession	21			
	22			
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23	49 582		205 068
Remboursement de la dette à long terme	24	(83 866)	(	118 079)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(38 921)		(150 683)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	82		1 494
Autres				
-	27			
-	28			
	29	(73 123)		(62 200)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie				
	30	(162 480)		(273 871)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice				
	31	304 535		578 406
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹				
	32	142 055		304 535

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est organisée et existe en vertu des lois de la Province de Québec. Elle est dirigée par un conseil. La municipalité est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 1,37% des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait également partie de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupant 63 municipalités. La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences suivantes :

- l'aménagement du territoire
- le développement économique
- le logement social
- les équipements, les infrastructures, les services et activités à caractère métropolitain
- le transport en commun
- le réseau artériel métropolitain
- la planification de la gestion des matières résiduelles
- l'assainissement de l'atmosphère
- l'assainissement des eaux usées.

La Communauté métropolitaine de Montréal a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Les dépenses de la Communauté métropolitaine de Montréal, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. Au cours de l'exercice 2010, la municipalité a assumé une quote-part de 27 578 \$, incluant la contribution que la municipalité doit verser à son OMH à l'égard des logements à loyer modique, soit 10% du déficit d'exploitation en conformité avec le contrat conclu avec la Société d'habitation du Québec et l'office concerné.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie de l'eau de l'Ile-Perrot.

Les comptes de la municipalité et de l'autre organisme compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie de l'eau de l'Ile-Perrot pour l'exercice est de 7,05 % pour la consommation et de 6,01 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 7,05 % et 6,90 % en 2009.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon les méthodes, les périodes et les taux suivants:

Infrastructures	Linéaire	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	15, 30 et 40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	5 et 10 ans
Véhicules - Régie de l'eau de l'Ile-Perrot	Dégressif	30 %

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres éléments

Dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Autres actifs non financiers

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		9 561
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	127 825	70 242
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	68 684	102 518
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	20 997	38 500
Organismes municipaux	8	48 125	21 680
Autres			
- Entreprises et individus	9	42 715	36 711
- Intérêts	10	7 063	4 073
	11	315 409	273 724
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	32 133	31 643
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	32 133	31 643
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 637	2 468
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	17 714
Autres régimes (REER et autres)	31	17 770
Régimes de retraite des élus municipaux	32	8 963
	33	26 677
	<u>26 677</u>	<u>26 376</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.		
9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	
Note		
10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37	74 159
Salaires et avantages sociaux	38	133 224
Dépôts et retenues de garantie	39	57 016
Provision pour contestations d'évaluation	40	15 738
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	45 020
Autres		
- Organismes municipaux	42	1 713
- Intérêts courus dette LT	43	3 502
- Autres courus et passifs	44	12 763
-	45	3 587
-	46	4 820
	47	164 976
	<u>164 976</u>	<u>252 695</u>
Note		
11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	3 443
Transferts	49	10 498
Autres		
- Excédent actuariel CARRA	50	14 800
- Carrières et sablières	51	6 068
	52	24 311
	<u>24 311</u>	<u>28 147</u>
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	6,33	2014	2035	53	937 062	1 119 007
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	48 215	62 243
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	985 277	1 181 250
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(1 083)	(1 165)
					61	984 194	1 180 085

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2011	62	70	79 298	78	87	12 970	95	92 268
2012	63	71	70 222	79	88	11 816	96	82 038
2013	64	72	73 143	80	89	8 368	97	81 511
2014	65	73	76 242	81	90	3 344	98	79 586
2015	66	74	68 361	82	91	1 672	99	70 033
2016 et +	67	75	569 796	83	92	10 045	100	579 841
	68	76	937 062	84	93	48 215	101	985 277
Intérêts et frais accessoires			85 (			102 ()
	69	77	937 062	86	94	48 215	103	985 277

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	2 190 591	132 666 310	159 628 843	186 2 228 058
Eaux usées	105	3 590 266	133	160	187 3 590 266
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	729 803	134	161	188 729 803
Autres	107	2 024 589	135	162	189 2 024 589
Réseau d'électricité	108		136	163	190
Bâtiments	109	313 893	137	164 407	191 313 486
Améliorations locatives	110		138	165	192
Véhicules	111	500 632	139 20 481	166 260	193 520 853
Ameublement et équipement de bureau	112	47 928	140 1 481	167 1 587	194 47 822
Machinerie, outillage et équipement divers	113	109 007	141 2 142	168 9 159	195 101 990
Terrains	114	336 271	142	169 19 162	196 317 109
Autres	115		143	170	197
	116	<u>9 842 980</u>	<u>144 690 414</u>	<u>171 659 418</u>	<u>198 9 873 976</u>
Immobilisations en cours	117	<u>674 470</u>	<u>145 (644 598)</u>	<u>172</u>	<u>199 29 872</u>
	118	<u>10 517 450</u>	<u>146 45 816</u>	<u>173 659 418</u>	<u>200 9 903 848</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	754 263	147 51 685	174 271 120	201 534 828
Eaux usées	120	1 108 179	148 105 309	175	202 1 213 488
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	491 838	149 21 142	176	203 512 980
Autres	122	1 351 987	150 24 518	177	204 1 376 505
Réseau d'électricité	123		151	178	205
Bâtiments	124	190 160	152 6 568	179 149	206 196 579
Améliorations locatives	125		153	180	207
Véhicules	126	148 445	154 30 431	181 73	208 178 803
Ameublement et équipement de bureau	127	35 674	155 4 957	182 1 509	209 39 122
Machinerie, outillage et équipement divers	128	67 094	156 8 349	183 8 763	210 66 680
Autres	129		157	184	211
	130	<u>4 147 640</u>	<u>158 252 959</u>	<u>185 281 614</u>	<u>212 4 118 985</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>6 369 810</u>			213 <u>5 784 863</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	214		217	219	221
Amortissement cumulé	215	()	218 ()	220 ()	222 ()
Valeur comptable nette	216				223

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	83 370	35 296
Frais reportés			
- Honoraires - rôle d'évaluation	231	9 827	7 894
-	232		
	233	93 197	43 190

Note**16. Engagements contractuels**

Enlèvement de la neige

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de cinq ans échéant en mai 2011 pour l'enlèvement de la neige. Les versements nets à effectuer relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'établissent comme suit:

2011	20 685 \$
------	-----------

Enlèvement et destruction des ordures

La municipalité a signé un contrat d'une durée de trois ans échéant le 31 décembre 2013 pour l'enlèvement et la destruction des ordures au montant total net de 347 536\$, redevances en sus. Les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants:

2011	117 094 \$
2012	115 221 \$
2013	115 221 \$

Plan de prévention incendie

La municipalité a accepté l'offre de services du Plan de prévention incendie du service de Sécurité incendie de l'Île-Perrot pour une période de 5 ans, soit du 1er janvier 2011 au 31 décembre 2015 au montant annuel de 12 000 \$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S/O

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 25 000 \$ ont été entreprises contre la municipalité. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques. Ainsi, aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

La signature d'une nouvelle entente intermunicipale qui revoit la capacité maximum de consommation de chaque municipalité membre a eu pour effet de modifier la quote-part de la municipalité dans les actifs, passifs et excédent des montants suivants :

Immobilisations	370 443 \$
Dette à long terme	161 689 \$
Créances à long terme	490 \$
Soldes disponibles de règlements d'emprunt fermés	7 \$

De plus, suite au transfert des activités du Service de premier répondant de Terrasse-Vaudreuil à la municipalité, le compte bancaire et l'excédent de cet organisme ont été transférés à la municipalité pour un montant de 2 072 \$.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

20. Emprunt temporaire

La municipalité a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée à 200 000 \$. Cette dernière porte intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2010, cette marge de crédit n'était pas utilisée (2009 : 32 035 \$).

21. Emprunts temporaires de la Régie

La régie a négocié auprès de son institution financière trois marges de crédit autorisées à 23 058 959 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2010, aucune de ces marges n'était utilisée. Ces sommes ont été autorisées dans le cadre de règlements d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 \$ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2010, cette marge de crédit n'était pas utilisée.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	179 874	89 208
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	160 738	211 173
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	1 561 ) (	1 731)
Financement des investissements en cours	4	2 649	(15 787)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	4 831 719	5 220 203
	6	5 173 419	5 503 066

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Exercice subséquent	7		100 000
- Infrastructures	8	20 000	20 000
- Sécurité publique	9	15 572	15 572
- Régie de l'eau de l'Île-Perrot	10	33 961	1 071
- Premier répondant	11		2 072
-	12		
-	13		
	14	69 533	138 715
Réserves financières			
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	62 330	64 699
Fonds parcs et terrains de jeux	22	20 028	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	3 700	2 648
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	5 147	5 111
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	91 205	72 458
	33	160 738	211 173

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (1 561) ()	(1 731)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	()
Régimes non capitalisés	37 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (1 561) ()	(1 731)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 2 649	658 682
Investissements à financer	46 () ()	(674 469)
	47 2 649	(15 787)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 5 784 863	6 369 810
Propriétés destinées à la revente	49	
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 5 784 863	6 369 810
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 984 194	1 180 085
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 1 083	1 165
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (32 133) ()	(31 643)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 953 144	1 149 607
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 953 144	1 149 607
	61 4 831 719	5 220 203

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	58 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 2

Description des régimes et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de la municipalité et de la Régie de l'eau de l'Ile-Perrot dont la municipalité est membre, sont des régimes à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la municipalité et la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 6.5 % et 7 % respectivement du salaire brut versé à l'employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>17 714</u>	<u>17 770</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	1 814	1 860
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	6 114	6 266
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	2 849	2 340
98	8 963	8 606

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	985 277
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	3 700
Débiteurs	9	32 133
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 649
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	946 795
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	946 795
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	946 795
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 250 992	1 237 732	1 175 050
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	1 250 992	1 237 732	1 175 050
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	194 125	196 575	133 683
Égout	11	182 500	182 100	182 078
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	191 250	191 250	173 829
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 522	6 522
Service de la dette	18	35 950	35 600	35 600
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	603 825	612 047	525 190
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	603 825	612 047	525 190
	26	1 854 817	1 849 779	1 700 240

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	2 000	1 083	1 211
Cégeps et universités	33	3 200	11 672	3 377
Écoles primaires et secondaires	34	2 900	9 587	9 225
	35	8 100	22 342	13 813
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	8 100	22 342	13 813
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	8 100	22 342	13 813

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55	2 000		
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			2 500
Enlèvement de la neige	59	1 231	1 231	1 223
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		519	780
Réseau de distribution de l'eau potable	69		813	1 221
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	7 132	13 232	13 067
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	9 132	14 463	15 795
				18 791

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			13 455
Réseau de distribution de l'eau potable	108			490 955
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130			504 410

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	30 400	34 100	34 100
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	30 400	34 100	34 100
TOTAL DES TRANSFERTS	140	39 532	48 563	49 895
				553 738

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146	2 000	3 176	3 176
Sécurité civile	147		(1 320)	(1 320)
Autres	148			
	149	2 000	1 856	338
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157		213	3 638
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168		213	3 638
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	2 000	1 856	2 069
				3 976

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	5 200	2 440	4 359
Sécurité publique	184	100		3 878
Transport				
Réseau routier	185			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	1 900	3 198	3 072
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	500	669	993
Loisirs et culture	194	42 400	43 102	46 971
Réseau d'électricité	195			
	196	50 100	49 409	59 273
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	52 100	51 265	63 249
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	9 000	5 443	3 770
Droits de mutation immobilière	199	75 000	71 453	93 274
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201			
	202	84 000	76 896	97 044
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	10 000	14 790	12 302
INTÉRÊTS	204	30 000	17 116	33 556
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		10 442	(10 237)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	2 225	13 579	6 610
	212	2 225	24 021	(3 627)

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2010	Réalizations 2009	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement				
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	79 005	75 538	1 394	76 932	77 901	79 483
Application de la loi	2	3 000	4 456		4 456	4 456	2 462
Gestion financière et administrative	3	304 090	325 795	4 708	330 503	343 834	290 028
Greffe	4	3 500	17 360		17 360	17 360	45 876
Évaluation	5	14 610	13 279		13 279	13 279	10 461
Gestion du personnel	6	2 350	2 302		2 302	2 302	3 835
Autres	7	15 818	38 914		38 914	38 914	10 569
	8	422 373	477 644	6 102	483 746	498 046	442 714
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	164 711	172 865		172 865	172 865	166 696
Sécurité incendie	10	141 330	149 864	23 829	173 693	173 693	127 374
Sécurité civile	11	3 340	1 639		1 639	1 639	1 304
Autres	12	3 220	3 435		3 435	3 435	3 665
	13	312 601	327 803	23 829	351 632	351 632	299 039
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	183 900	162 029	35 464	197 493	197 493	247 617
Enlèvement de la neige	15	50 600	51 531		51 531	51 531	48 127
Éclairage des rues	16	13 700	13 220	1 179	14 399	14 399	13 973
Circulation et stationnement	17	7 100	5 428		5 428	5 428	13 359
Transport collectif							
Transport en commun	18	65 469	69 789		69 789	69 789	73 523
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			3 139	3 139	3 139	3 138
	22	320 769	301 997	39 782	341 779	341 779	399 737

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	187 352	188 098	188 098	100 676	134 487
Réseau de distribution de l'eau potable	24	55 125	42 724	59 077	74 664	92 068
Traitement des eaux usées	25	170 976	161 445	251 201	251 201	236 562
Réseaux d'égout	26	59 625	40 112	55 921	55 921	40 729
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	63 700	64 585	64 585	64 585	72 785
Élimination	28	68 000	70 778	70 778	70 778	69 255
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	31 262	31 952	31 952	31 952	36 955
Tri et conditionnement	30	7 136	7 136	7 136	7 136	
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	6 700	3 956	3 956	3 956	4 090
Autres	34					
Plan de gestion	35	13 325	13 324	13 324	13 324	
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	663 201	624 110	121 918	746 028	674 193
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	16 532	10 902	10 902	10 902	11 920
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					11 154
	44	16 532	10 902	10 902	10 902	23 074
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	69 925	84 457	84 457	84 457	103 061
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	6 702	7 849	7 849	7 849	8 745
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					
	52	76 627	92 306	92 306	92 306	111 806

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	36 700	55 879	2 940	58 819	39 010
Patinoires intérieures et extérieures	54	8 190	10 955		10 955	8 865
Piscines, plages et ports de plaisance	55	40 665	36 914	693	37 607	37 332
Parcs et terrains de jeux	56	54 760	56 522	21 380	77 902	76 477
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58		3 910		3 910	10 196
Autres	59	26 437	12 357		12 357	8 298
	60	166 752	176 537	25 013	201 550	180 178
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	10 000	11 432		11 432	12 190
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65		5 000		5 000	5 432
	66	10 000	16 432		16 432	17 622
	67	176 752	192 969	25 013	217 982	197 800
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	13 000	12 610		12 610	45 292
Autres frais	70	2 568	563		563	1 095
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72		1 205		1 205	2 130
	73	15 568	14 378		14 378	48 517
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74			216 644 (	216 644)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 Comptable agréé auditeur permis no. 11989

DATE 2011-03-01

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-09 15:23:24

Dernière modification : 2011-03-09 15:23:24

Réservé au ministère

5 173 419	(118 814)	1 798 256	1,1367
-----------	-----------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>1 849 779</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>1 849 779</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	1 849 779
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>1 849 779</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	45 001		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	6 522		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>51 523</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>1 798 256</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>158 194 200</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>158 194 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>158 194 200</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>1 798 256</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>158 194 200</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="6"/> <input type="text" value="7"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1		10 025	679 782
Usines de traitement de l'eau potable	2		11 687	39 033
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6			5 933
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			9 240
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		20 481	2 011
Ameublement et équipement de bureau	18	20 000	1 264	2 593
Machinerie, outillage et équipement divers	19		1 902	3 805
Terrains	20			
Autres	21			
	22	20 000	23 647	742 397

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23			603 475
Usines de traitement de l'eau potable	24		11 687	39 033
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		10 025	76 307
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		21 712	718 815

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 119 007	24	49 582	47	231 527	70	937 062
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	62 243	26		49	14 028	72	48 215
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6		29		52		75	
	7	1 181 250	30	49 582	53	245 555	76	985 277
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9	2 648	32	1 052	55		78	3 700
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	177 747	33		56	25 361	79	152 386
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	969 212	34	49 582	57	221 736	80	797 058
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	1 149 607	36	50 634	59	247 097	82	953 144
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	31 643	37		60	(490)	83	32 133
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	31 643	41		64	(490)	87	32 133
Prêts	19		42		65		88	
	20	31 643	43		66	(490)	89	32 133
	21	1 181 250	44	50 634	67	246 607	90	985 277
<i>Déduire</i>								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	1 181 250	46	50 634	69	246 607	92	985 277

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1		100	100	100
Évaluation	2	14 110	12 524	12 524	10 241
Autres	3	19 225	19 223	19 223	20 636
Sécurité publique					
Police	4	500	9 852	9 852	5 545
Sécurité incendie	5	10 380	1 118	1 118	534
Sécurité civile	6				
Autres	7				1 108
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10		3 099	3 099	3 389
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	187 352	188 098		(17 386)
Matières résiduelles	12	51 423	51 422	51 422	45 521
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	16 032	10 902	10 902	11 920
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	6 375	9 727	9 727	10 535
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	9 518	4 496	4 496	5 078
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	1 812			
Activités culturelles	23	7 325	5 000	5 000	5 432
Réseau d'électricité					
	24				
	25	324 052	315 561	127 463	102 653

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹					
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	2,00	11	35	18	60 397	28	14 468	38	74 865
Professionnels	2	2,00	12	35	19	27 288	29	7 151	39	34 439
Cols blancs	3	19,00	13	35	20	115 047	30	25 191	40	140 238
Cols bleus	4	23,00	14	40	21	186 684	31	44 651	41	231 335
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	23,00	16	1	23	63 929	33	4 261	43	68 190
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
Élus	8	69,00			25	453 345	35	95 722	45	549 067
	9	8,00			26	48 495	36	8 333	46	56 828
	10	77,00			27	501 840	37	104 055	47	605 895

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	4 456	27		53	4 456	79		105	4 456	131
Évaluation	2	13 279	28		54	13 279	80		106	13 279	132
Autres	3	459 909	29	6 102	55	466 011	81	2 440	107	463 571	133
	4	477 644	30	6 102	56	483 746	82	2 440	108	481 306	134
Sécurité publique											
Police	5	172 865	31		57	172 865	83		109	172 865	135
Sécurité incendie	6	149 864	32	23 829	58	173 693	84	3 176	110	170 517	136
Sécurité civile	7	1 639	33		59	1 639	85	(1 320)	111	2 959	137
Autres	8	3 435	34		60	3 435	86		112	3 435	138
	9	327 803	35	23 829	61	351 632	87	1 856	113	349 776	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	162 029	36	35 464	62	197 493	88		114	197 493	140
Enlèvement de la neige	11	51 531	37		63	51 531	89		115	51 531	141
Autres	12	18 648	38	1 179	64	19 827	90		116	19 827	142
Transport collectif	13	69 789	39		65	69 789	91		117	69 789	143
Autres	14		40	3 139	66	3 139	92		118	3 139	144
	15	301 997	41	39 782	67	341 779	93		119	341 779	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	188 098	42		68	188 098	94		120	188 098	146
Traitement des eaux usées	17	42 724	43	16 353	69	59 077	95	225	121	58 852	147
Réseaux d'égout	18	161 445	44	89 756	70	251 201	96		122	251 201	148
Matières résiduelles	19	40 112	45	15 809	71	55 921	97		123	55 921	149
Déchets domestiques et assimilés	20	135 363	46		72	135 363	98	1 135	124	134 228	150
Matières recyclables	21	43 044	47		73	43 044	99	1 838	125	41 206	151
Autres	22	13 324	48		74	13 324	100		126	13 324	152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	624 110	52	121 918	78	746 028	104	3 198	130	742 830	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations	=	Charges		Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
		+				-				
Santé et bien-être										
Logement social	157	10 902	172	187	10 902	202	217	10 902	232	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233	
Autres	159		174	189		204	219		234	
	160	10 902	175	190	10 902	205	220	10 902	235	
Aménagement, urbanisme et développement										
Aménagement, urbanisme et zonage	161	84 457	176	191	84 457	206	669 221	83 788	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237	
Promotion et développement économique	163	7 849	178	193	7 849	208	223	7 849	238	
Autres	164		179	194		209	224		239	
	165	92 306	180	195	92 306	210	669 225	91 637	240	
Loisirs et culture										
Activités récréatives	166	176 537	181	25 013	201 550	211	42 907	158 643	241	1 211
Activités culturelles										
Bibliothèques	167	11 432	182	197	11 432	212	195	11 237	242	
Autres	168	5 000	183	198	5 000	213	228	5 000	243	
	169	192 969	184	25 013	217 982	214	43 102	174 880	244	1 211
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245	
	171	2 027 731	186	216 644	2 244 375	216	51 265	2 193 110	246	14 378

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	23 647	625 046
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	23 647	625 046

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	89 208	261 709
Redressement aux exercices antérieurs	2		8 792
Solde redressé au début de l'exercice	3	89 208	270 501
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	92 891	61 064
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(142 357)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(2 225)	(100 000)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	90 666	(181 293)
Solde à la fin de l'exercice	11	179 874	89 208
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	208 030	219 659
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	208 030	219 659
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	(73 364)	(111 629)
Activités d'investissement	16	(20 481)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	2 225	100 000
Financement des investissements en cours	18		
	19	(91 620)	(11 629)
Solde à la fin de l'exercice	20	116 410	208 030

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (6)	(23)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (6)	(23)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31 (197)	29
	32 (197)	29
Solde à la fin de l'exercice	33 (191)	(6)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34	
Redressement aux exercices antérieurs	35	(8 792)
Solde redressé au début de l'exercice	36	(8 792)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	8 792
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41	8 792
Solde à la fin de l'exercice	42	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 4 559 335	4 137 554
Redressement aux exercices antérieurs	44	8 792
Solde redressé au début de l'exercice	45 4 559 335	4 146 346
Variation de l'exercice	46 (152 830)	412 989
Solde à la fin de l'exercice	47 4 406 505	4 559 335

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>215 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>215 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>215 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 5 111	2	3	4	5	6	7 5 111
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 5 111	16	17	18	19	20	21 5 111

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> <input type="text"/> 7 <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> <input type="text"/> 1 <input type="text"/> <input type="text"/> 9 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> <input type="text"/> 7 <input type="text"/> <input type="text"/> 8 <input type="text"/> <input type="text"/> 4 <input type="text"/> <input type="text"/> 8 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> <input type="text"/> 6 <input type="text"/> <input type="text"/> 3 <input type="text"/> <input type="text"/> 0 <input type="text"/> <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> <input type="text"/> 6 <input type="text"/> <input type="text"/> 7 <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> <input type="text"/> 6 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> <input type="text"/> 5 <input type="text"/> <input type="text"/> 0 <input type="text"/> <input type="text"/> 3 <input type="text"/> <input type="text"/> 8 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|0|0| , |0|0|	\$
Égout	2	|2|0|0| , |0|0|	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	|2|2|5| , |0|0|	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règlement 275	,7900	3	
Règlement 288F	8,9300	3	
Règlement 288S	,0200	2	
Règlement 318	12,4500	3	
Règlement 359	9,8000	3	
Règlement 378	18,3900	3	
Règlement 378-1	,6500	3	
Règlement 379	5,7200	3	
Règlement 469	11,2900	3	
Piscine	75,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 74, 7ième Avenue
 (no) (rue)
Terrasse-Vaudreuil J7V 3M9
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 453-8120
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-1180
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@terrasse-vaudreuil.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Ginette Roy

Téléphone (514) 453-8120
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 453-1180
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel ginette.roy@terrasse-vaudreuil.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables agréés

Adresse 476, avenue St-Charles, bureau 102
 (no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)

 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____
(Nom) (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de
la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-09 15:23:24

Dernière modification : 2011-03-09 15:23:24

Réservé au ministère

5 173 419	(118 814)	1 798 256	1,1367
-----------	-----------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Terrasse-Vaudreuil _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de _____ (118 814) \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de _____ 1 798 256 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-03-09 15:23:24

Dernière modification : 2011-03-09 15:23:24

Réservé au ministère

5 173 419	(118 814)	1 798 256	1,1367
-----------	-----------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)